



DECLARATION COMMUNE DES ORGANISATIONS SYNDICALES
DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU MERCREDI 28 NOVEMBRE 2007

La journée de grève et de manifestations du 20 novembre, à l'initiative des 8 organisations syndicales de la fonction publique, a été d'une grande ampleur et un indéniable succès.

Le gouvernement et les pouvoirs publics doivent entendre les revendications légitimes des salariés du secteur public pour :

- ✚ le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat (actifs et retraités) et l'ouverture immédiate de négociations salariales,
- ✚ un emploi public statutaire basé sur les besoins réels en matière de services publics,
- ✚ la préservation et l'amélioration du statut de la fonction publique, seul garant de la neutralité des agents,
- ✚ un service public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population.

Le pouvoir d'achat, qui a perdu près de 7 points depuis 2000, était pourtant un des thèmes forts de la campagne présidentielle. Or, aujourd'hui le débat sur son évolution est complètement occulté.

Il est évident que le vote de la loi sur le paquet fiscal et l'accélération de l'inflation enlèvent au gouvernement ses dernières marges de manœuvres et pénalisent encore plus le pouvoir d'achat.

Les fonctionnaires ne sauraient se contenter de fausses réponses comme le paiement de quelques jours de R.T.T. ou la possibilité d'effectuer des heures supplémentaires, mesures qui posent toutes deux, d'ores et déjà, des difficultés d'application certaines.

En termes réels de pouvoir d'achat, un nouvel embauché en 2007 gagne moins qu'un nouvel embauché en 2006.

De plus, il faut savoir que :

- ✚ la fonction publique territoriale est composée de 75 % d'agents de catégorie C, disposant donc de bas salaires,
- ✚ sur les 830.0000 retraités de la CNRACL, 53 % sont au minimum de pension, entre 485 et 985 euros, pour 15 à 40 annuités de cotisations.

Seuls la revalorisation de la valeur du point d'indice et le réaménagement à la hausse des grilles indiciaires de la fonction publique peuvent apaiser les inquiétudes des milliers de fonctionnaires qui ne peuvent plus se contenter de promesses, mais qui attendent des pouvoirs publics des mesures générales concrètes à même de garantir le pouvoir d'achat de tous les fonctionnaires et des signes forts de reprise du dialogue social.

Pour toutes ces raisons, les huit organisations syndicales des trois versants de la fonction publique ainsi que la FA-FPT réitèrent leur exigence d'une négociation immédiate sur ces revendications. Elles demandent en conséquence une première séance de négociation avant le 30 novembre 2007.

Fait à Paris, le 27 novembre 2007